

JOURNAL DE GENÈVE

Bureau des Annonces
PUBLICITAS S. A.

Société Anonyme Suisse de Publicité
15-17, rue de la Corrairie, 15-17 - GENÈVE
Nombres succursales, agences
et correspondants en Suisse et à l'Étranger

La ligne de 6 points Fr. 0.60
Réclames: la ligne de 7 points Fr. 2.-

NATIONAL, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Paraît le soir et le matin

Rédaction, Administration et Imprimerie
2-7, Rue Général-Dufour (16 Mars 1905)

ABONNEMENTS

1 an	6 fr.	12 fr.
6 mois	3.50	6.50
3 mois	2.-	4.-
Étranger en plus: D. — 1.3. — 2.2/40		
Cheques postaux L. 693		

(SUISSE) le numéro: 15 c.

En raison de l'assemblée à Genève de la Société des nations et pour faire bénéficier de nos informations le plus grand nombre possible de nos concitoyens et confédérés, le JOURNAL DE GENÈVE sera servi gratuitement, du 13 novembre au 31 décembre, à toute personne non abonnée DOMICILIÉE EN SUISSE qui souscrira un abonnement d'un an pour 1921.

GENÈVE, 9 novembre 1920

BULLETIN

Les fêtes du 11 novembre

En associant dans un même triomphe la dépouille mortelle de Gambetta et celle de l'homme héros de Verdun, le grand tribun et l'obscur soldat, le souvenir des deuil anciens et celui des récents sacrifices, la France, demain, affirmera définitivement, à la face du monde, la puissance de son génie et la force de l'idée républicaine. Et le hasard même qui fit renvoyer au 11 novembre, date anniversaire de l'armistice, la célébration des fêtes du cinquantenaire, contribuera à donner à cette cérémonie le caractère d'une consécration véritablement symbolique. Car la victoire de 1918 constitue la réalisation maximale de l'idéal entrevu par les patriotes de 1871. Et, en ce sens, la génération qui s'incarne en elle, la génération de ce monde, est la dernière qui aura fait du triomphe, n'aura fait que remplir la mission dont le chargement, en s'en allant, les révolutionnaires du 4 Septembre, allaient, les révolutionnaires en dévouement. Mais elle les surpassa encore en dévouement, en énergie et en patriotisme enthousiaste. Aussi était-il naturel que le douloureux artisan de tant de gloire eût sa juste part des honneurs rendus à celui qui fut le véritable fondateur de la Troisième République.

Car, dans cette consécration du principe républicain, résidant, pour la France, l'une des plus grandes conquêtes de ce siècle. Avant le passé, tout à tour, depuis un siècle, par la réaction bourgeoise, par une révolution monarchique et libérale, par l'insurrection et la république des barricades, par une restauration impériale qui la conduisit à l'effondrement, puis, finalement, par une nouvelle expérience républicaine, elle en était encore, à la veille du grand conflit, à doter de son caractère intérieur. Evidemment la proclamation de la constitution de 1875 avait-elle assuré le triomphe des tendances démocratiques républicaines. Mais, au sein même de ces tendances, des courants violemment contradictoires subsistaient dont l'échauffourée boulangériste ou les scandales de l'affaire Dreyfus constituèrent les manifestations extrêmes. Si bien que, souvent, le principe même du régime put être remis en discussion. Tandis qu'aujourd'hui, après tant d'expériences si chèrement payées, l'accord s'est fait, presque unanime. Grâce à la victoire, l'orientation générale est désormais donnée. La République l'a définitivement emporté. Et c'est en persévérant dans la voie tracée par Gambetta et qu'arriva de son sang l'anonyme martyr de Verdun, que la France parviendra au plein épanouissement d'elle-même. Telle est la véritable signification de la cérémonie de demain...

Cette longue période, qui va de 1871 à 1914, s'éclaira d'ailleurs, maintenant, d'un jour saisissant. A la dure clarté de la guerre, les choses ont pris tout à coup leur véritable relief. Le souvenir de ces querelles interminables et de tous ces laborieux tâtonnements s'est effacé. Et le visage de la France, au sortir de l'épreuve, montre des traits plus fermes et comme rajeunis.

Ce qui frappe surtout, après cette épouvantable crise, c'est cette impression de parfaite adaptation du pays à toutes les nécessités. Combien de fois n'a-t-on pas écrit que la France n'était pas prête et qu'elle ne dut son salut qu'aux admirables qualités de la race. Sans doute, au point de vue matériel, l'état de l'armée laissait-il beaucoup à désirer. Mais quelle merveilleuse préparation morale, et qui avait pénétré le cœur même de la nation! De même pour ce régime parlementaire, si violemment décrié. N'est-ce pas lui qui rendit possible cette mobilisation totale des énergies dont Clemenceau se fit l'apôtre? En dépit de ses hésitations et de ses erreurs, la troisième République fut donc à la hauteur de sa tâche. L'ent-êtr ne sut-elle pas toujours prévoir les événements et les diriger. Elle n'en a pas

moins effacé jusqu'à la dernière trace de ces anciens désastres et préparé en secret tout les instruments de la victoire.

Mais où cette clairvoyance du régime s'affirme le plus fortement, c'est dans le domaine de la politique étrangère. Sans parler de cet admirable empire colonial qui s'étend, d'un seul bloc, de la Méditerranée au golfe de Guinée, de la Méditerranée à l'océan Indien, de ces conquêtes successives en Afrique, en Extrême-Orient — et qui comprennent bien les reculs enregistrés en Egypte, dans le Levant ou sur les mers — que dire de ce système d'alliances et d'accords, lentement édifié, mais qui devint, à l'heure voulue, une force au regard du monde presque entier. Et actuellement encore, en dépit de toutes les pertes qu'elle a éprouvées et de l'état d'infirmité économique dans lequel la guerre, la France conserve cette suprématie diplomatique que l'Angleterre d'abord, puis l'Allemagne, s'efforcèrent de lui arracher.

Aussi le peuple de Paris, en assistant à la cérémonie grandiose qui se déroula dernièrement au Champ de Mars, se sentait-il en possession de la République. Et cette apothéose de gloire se réalisait sur lui. Et cette apothéose, la République réserve à deux de ses plus grands héros, c'est la Nation elle-même et sa volonté toujours présente qu'elle magnifie.

P. D. B.

Retour à la légalité

Le département de l'économie publique, dans la dernière main à deux projets de loi, qui, dit-on, font un pas de plus à la démolition des vieux pouvoirs. Le premier concerne les entrées au Conseil fédéral à assiette fixe, certaines épidémies à celles énoncées à l'article 1^{er} de la loi fédérale sur les épidémies, et les autres mesures prises en vertu de la loi fédérale sur le danger de propagation de diverses épidémies reste considérable. Le département a estimé qu'il était nécessaire d'y régler les choses par une loi en bonne et due forme.

L'autre projet a trait à une loi qui donne au Conseil fédéral les pouvoirs nécessaires pour promulguer des restrictions de tarifs douaniers et d'entrées ou de sortie de marchandises quand il s'agit de sauvegarder le ravitaillement de pays ou les intérêts de l'industrie et du commerce, et particulièrement d'éviter le chômage par ailleurs de nos voisins, représente pour l'activité économique de la Suisse un danger contre lequel elle doit lutter. Les moyens à sa disposition sont l'élevation des tarifs douaniers et l'introduction d'autres frappant certaines marchandises par mesure de réciprocité.

Ces décisions seraient donc placées par la loi proposée dans les compétences du gouvernement.

En d'autres termes, on voudrait faire sanctionner légalement les pleins pouvoirs du Conseil fédéral dans quelques cas particuliers. C'est une démolition qui ne démolit pas grand-chose.

La leçon du scrutin tessinois

On mande de Lugano au Journal de Genève:

La débâcle de la loi d'impôt est interprétée généralement dans ce sens que le peuple est mécontent de l'administration des finances telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici par le gouvernement social. Le *Popolo e Libertà*, organe du parti conservateur, écrit que le résultat est surtout « la manifestation incontestable et bien arrêtée d'une volonté mâture et irrésistible d'économies rigoureuses, la réduction de la bureaucratie à sa plus simple expression, l'imposition à tous les employés publics d'une sévère discipline de travail et d'élimination du fabuleux gaspillage de l'argent dans toutes les branches de l'administration cantonale. Economie, voilà le commandement du peuple tessinois à ses administrateurs et à ses représentants au Grand Conseil. Economie! c'est le problème qu'il faut résoudre à tout prix. En présence du vote de confiance on ne peut pas imaginer une nouvelle loi d'impôt avant que soit résolu le problème des économies ».

La *Gazzetta Ticinese* écrit à deux reprises: « D'après notre avis, il y a deux sortes d'économies possibles: celles qui peuvent être obtenues tout de suite avec de petites corrections aux lois existantes et celles qui dépendent de la simplification de tout l'organisme administratif et financier. Les premières doivent être réalisées tout de suite. A la Constituante appartient la tâche de réviser les autres. Maintenant que la loi sur l'impôt est tombée, il faut en faire une autre. Le même terme le devoir du Grand Conseil et de la Constituante est de réduire les dépenses du budget dans les limites du possible tant en retouchant les lois existantes qu'en supprimant les dépenses pour lesquelles on ne voit pas d'une urgence absolue ».

Les deux organes des principaux partis politiques sont d'accord pour réclamer les économies. On demande une administration financière plus résolument hostile à tout gaspillage. Malheureusement, on peut être sceptique sur ce point. Depuis 1901, on ne fait que parler d'économies au Tessin. En 1901, le parti radical est monté au pouvoir en arborant la devise de l'économie. Mais les économies ne sont jamais venues. Le déficit s'évitait à l'état chronique dans le budget cantonal et très fréquemment les dépenses dépassaient les recettes. Il est difficile de penser que le budget ordinaire, légalité à déplorer l'absence d'autrui ne pourront que très difficilement pratiquer l'économie.

En 1907, le parti radical est monté au pouvoir en arborant la devise de l'économie. Mais les économies ne sont jamais venues. Le déficit s'évitait à l'état chronique dans le budget cantonal et très fréquemment les dépenses dépassaient les recettes. Il est difficile de penser que le budget ordinaire, légalité à déplorer l'absence d'autrui ne pourront que très difficilement pratiquer l'économie.

Notes du jour

Plaie d'argent

Nos gouvernements connaissent aujourd'hui de sérieuses difficultés financières. D'énormes déficits ont été créés. Le déficit est énorme, l'argent est rare, mais ce qui est le plus inquiétant, c'est la guerre, mais celle-ci n'est pas la cause de la crise, elle est le résultat de la crise. Il faut donc se consacrer à la pensée que dans des circonstances analogues, les syndics genevois du XV^e siècle ont vécu de la même manière.

En 1475, au moment où Berne et Fribourg déclarent la guerre au comte de Romont et envahissent le pays de Vaud, qu'ils saccagent, les Genevois avaient tout à craindre des Suisses. Répétée très riche, marche principal de la Savoie, et routes internationales, leur ville était l'objet de nombreuses convoitises. De plus, sous l'influence du duc évêque, ils s'étaient compromis avec le duc de Bourgogne, qui les flattait. Sans aller jusqu'à lui envoyer des contingents armés, ils laissaient passer par le pont du Rhône et travaillaient les mercenaires italiens qui allaient grossir l'armée bourguignonne. Enfin, on pignoraît pas à Berne que Genève accueillait fort bien les princes de Savoie, ses dévoués naturels.

Pour passer leur temps de loisir, les Genevois s'occupaient, par le traité de Morges, à verser à titre de contribution de guerre la somme de 2000 florins du Rhin. Et vingt mois plus tard, menacé de pillage et d'incendie par les bandes turbulentes de Schwyz, Uri, Zug et Unterwald, grisées par la victoire de Nancy — les bandes de la « Folle Vie », dont la bannière blanche s'ornait d'une massue et d'un porcelet — ils durent promettre de nouvelles sommes d'argent et fournir de nouvelles garanties.

Pendant de longues années, Genève devait traîner ce boulet après elle. Il lui fallait décaisser une taille extraordinaire de 6 à 12% sur le capital, autoriser le séquestre des maisons et autres biens des contribuables récalcitrants, créer de lourds impôts indirects, des gabelles sur la viande de boucherie et les produits amenés dans la ville, des droits spéciaux sur l'entrée et la vente des vins, mettre à contribution l'évêque et le chapitre, imposer les marchands bourgeois, emprunter, pour les mettre en gage, des objets d'orfèvrerie sacrée. L'argent se cachait; les égarés se débarrassaient par la fuite aux mesures fiscales. Sans cesse il fallait implorer des prolongations de délais qu'il devenait de plus en plus difficile d'obtenir. La ville vivait en état d'alarme continuelle.

De Fribourg, les otages qu'il avait faits laissent partir envoyant des messages désespérés. La patience des Suisses était à bout et l'espoir de la délivrance s'évanouit. « Advisés Mess! les syndics de tout, car le temps est court et périlleux... », écrivait l'ancien syndic Aimé de Lestelley, qui devait mourir en exil. « Vous n'entendez pas les gens dansiers; vous estes fan len, que les choses iront mal se Dien n'y remède... » Pour finale conclusion, je vous dis que il est expédient de payer entièrement. Autrement tout sera perdu, car ces gens d'armes des Lignes ne demandent que guerre... »

Tel est l'un des curieux épisodes que M. Victor van Berchem conte avec une clarté, une précision, un luxe de références admirables dans le livre de Genève au XV^e siècle (1). On y verra comment les princes de Savoie, en lui prêtant des foians, vinrent en aide à la ville en détresse; comment en définitive les Genevois trouvèrent un appui décisif auprès des représentants officiels des villes des cantons et des Alliés; comment, malgré les coûts et les rançons amassées, ils se ceurèrent, naquit l'idée de la confédération avec Berne et Fribourg; et comment fut conclu le premier pacte qui rattacha Genève à la Suisse.

Présenté avec une modestie excessive, le travail de M. van Berchem vaut beaucoup de copieux ouvrages imprimés sur papier fort. Il présente un jour singulier sur une période pour laquelle l'histoire, sur un acte diplomatique qui fut le point de départ d'une orientation nouvelle dans les destinées de Genève.

(1) *Genève et les Suisses au XV^e siècle. La Folle vie et le premier traité de confédération (1475)* par Victor van Berchem. Extraits de *Verdicts d'histoire suisse*. Zurich. Buchdruckerei Berchtold, 1920.

Theodore II

Theodore Flournoy

Le savant, le citoyen

Dimanche dernier, son ami M. Paul Seppel a rappelé ici ce que Th. Flournoy fut comme homme. Aujourd'hui, nous devons dire ce qu'il fut comme savant. Cette dévotion est assurément bien artificielle, car, chez le maître que nous pleurons, le savant et l'homme étaient intimement unis. L'influence si grande qu'il a exercée, non seulement sur ses étudiants, mais encore sur les foules anonymes qui se pressaient à ses conférences publiques, provenait à la fois de la sécurité de son esprit et de sa parole loyale. L'homme et le savant, ce mot serait loyauté. Loyauté, c'est-à-dire acceptation de la vérité, quelle qu'elle soit; c'est-à-dire encore, interdiction de se servir d'aucune arme illégitime, soit pour imposer, soit pour combattre aucune vérité scientifique, aucune opinion individuelle.

Mais si la science et l'humanité trouvaient chacune en Flournoy un de leurs plus nobles représentants, lui-même n'a jamais confondu leurs droits et leurs devoirs respectifs. Vérité scientifique, opinion individuelle, distinction des compétences et les limites de l'une et de l'autre, tel fut son continuel souci, qu'on peut suivre à travers toute son œuvre.

Aussi, dès qu'il fut passé sa thèse de doctorat en médecine (elle traitait de l'Embolie thrombose, 1878), nous le voyons se passionner pour l'histoire et la philosophie des sciences, qu'il enseigne comme privat-docent à notre Université entre 1885 et 1890. Rien ne l'enthousiasme autant que de suivre, au cours des séminaires, des jours glorieux de la science, encore mal considérée elle-même, pour se dégager un peu de la connaissance vulgaire, s'affranchir des rêveries de la métaphysique ou de la superstition, pour s'isoler, se purifier, se créer un corps autonome, comme ces nymphes que la fable fait naître de la vase des marais. C'est à cette étude qu'il aurait désiré consacrer sa vie. Cependant il nous tenons à citer ici ce trait général, d'une si touchante délicatesse, qui le dépente tout entier — craignant de marcher sur les platebandes d'un philosophe genevois qui, dans une Académie voisine, cultivait le même domaine, et d'empêcher son retour possible à Genève, en lui barrant la voie, il rompit avec son étude de prédilection, et se tourna du côté de la psychologie.

La psychologie, à cette époque, s'essayait à ses premiers pas; elle était la dernière, parmi les sciences, à sortir du marécage. Cela n'allait du reste pas tout seul. Il fallait aider à l'opération. La tâche intéressa Flournoy, et son premier coup de main fut en même temps un coup de maître: la publication de *Métaphysique et psychologie* (1890), où il congédie dos à dos « et avec le respect qui leur était dû » toutes les métaphysiques qui retenaient indûment captive la jeune science à laquelle il avait décidé de s'adonner.

Ces ouvrages, qui est un vrai petit chef-d'œuvre, s'éleva en quelques semaines (on vient de le réimprimer). Et voilà, du jour au lendemain, notre ami célèbre. On crée pour lui, en 1891, une chaire de psychologie. En insistant pour que cette chaire fut placée dans la faculté des sciences, Flournoy a marqué une date dans l'histoire de la psychologie; c'est la première fois que celle-ci a été officiellement détachée de la philosophie et reconnue comme une discipline expérimentale, au même titre que la physique ou la zoologie. On voit que ce n'est pas rien, quand on est une jeune science, d'avoir Flournoy pour guide et pour professeur.

Les premiers travaux qu'il poursuivit dans le petit laboratoire attaché à sa chaire ont vite été remarqués; la plupart (sur les temps de réaction, sur les illusions de poids, etc.) sont restés classiques. L'abandon de l'instrumental assez vite en observation, estimant que celle-ci peut, dans bien des domaines, et à moins de frais, rapporter tout autant. Son admiration pour les psychologues allemands, dont il aimait l'esprit d'entreprise et la *Gründlichkeit*, ne l'empêcha pas d'être un grand technicien, peu en rapport avec les autres sciences, et ce qu'elle peut être pour la psychologie. Mais il pensait qu'il faut expérimen-

ter une puce! — disait-il. Il ne faudrait pas croire que, par des boutades de ce genre, Flournoy condamna l'expérimentation; il savait trop bien ce qu'elle a été pour les autres sciences, et ce qu'elle peut être pour la psychologie. Mais il pensait qu'il faut expérimen-

ter avec bon sens, et que l'expérimentation n'est pas tout.

Son intérêt se dirigeait de préférence vers les phénomènes d'allure plus ou moins étrange, que négligeaient alors presque complètement les psychologues expérimentaux d'Europe, de dédoublement de la personnalité, et, d'une façon générale, tous ceux qui révélaient l'activité du subconscient, et aussi les phénomènes religieux. Déjà dans ses *Phénomènes psychologiques* (1899), où il rapporte et discute les résultats d'une enquête sur l'audition colorée, et les diverses représentations que beaucoup de gens se font des nombres, des jours de la semaine, etc., il fait allusion à la fait que, en découvrant un exemple superbe chez son médium, Mlle Smith, qu'il a rendu célèbre par la publication de *Des Indes à la Pinelle Mars* (1904). Dans cet ouvrage, qui est un grand récapitulatif, Flournoy devance sur bien des points l'école psychanalytique, en montrant que toutes ces productions bizarres de l'esprit sont « une revanche éphémère et chimérique de l'idéal sur le réel, et se impossibles sur les réalités quotidiennes ».

A travers toutes ces études, on retrouve toujours, dominante, la préoccupation méthodologique; Flournoy y défend les interprétations naturelles contre les surinterprétations, en montrant notamment que la science finit et où la foi commence. C'est dans cet esprit qu'il écrivait les *Principes de la psychologie religieuse* (Ar. de Ps., 1903), et exerça ainsi une influence salutaire sur les recherches qui se poursuivent dans ce domaine.

En 1901 il me proposa de créer avec lui un périodique destiné principalement à réunir la production psychologique de notre pays. Ainsi naquirent les *Archives de Psychologie*. Leur publication, comme si celle-ci était à Flournoy, chaque fois qu'il fallait mettre sur pied un numéro, et surtout lorsque ce numéro devait contenir un article de sa plume, quelques semaines. Il avait en effet beaucoup de peine à rédiger, comme si celui-ci était à Flournoy, chaque fois qu'il fallait mettre sur pied un numéro, et surtout lorsque ce numéro devait contenir un article de sa plume, quelques semaines. Il avait en effet beaucoup de peine à rédiger, comme si celui-ci était à Flournoy, chaque fois qu'il fallait mettre sur pied un numéro, et surtout lorsque ce numéro devait contenir un article de sa plume, quelques semaines.

En 1909 il présida, avec sa bonhomie habituelle, le congrès international de psychologie que se tint à Genève. Cet événement marqua en quelque sorte le point culminant de sa carrière. Quelques jours après la fin du congrès, Mme Flournoy eut brutalement emporté par une congestion pulmonaire. Ce fut pour son mari un coup terrible. Il le supporta, il est vrai, avec la vaillance stoïque dont était capable cette âme d'élite. Il n'en eut pas moins touché dans les forces vives de son être intérieur. L'année suivante, le mort de son intime ami William James l'affecta aussi profondément. En dépit de ces circonstances douloureuses, il trouva encore moyen de mener à bien son grand volume *Essais et Méditations* (1910), qui est un admirable petit livre, la *Philosophie de William James* (1911), où l'on ne sait trop si Flournoy expose les idées de James ou les siennes propres, tant il y avait de commun d'esprit et de sympathie entre ces deux intelligences et ces deux cœurs; enfin, une magnifique étude sur le point final à sa production scientifique.

Son œuvre est exempte de toute pédanterie, de toute sécheresse. Ses exposés les plus lumineux ont une allure pittoresque et familière. Bien que Flournoy ne ressemblât qu'à un demi-croisé, son style est si agréable, si simple, son style même, certains de ses schémas qu'il en peu de traits évoquant tant d'idées, rappellent à bien des égards la manière de Rodolphe Töpffer. Chez l'un et chez l'autre, une bonhomie souriante, un humour sans scepticisme, une ironie sans aigreur, une sorte de communion avec l'intimité des choses et des êtres. Comme Töpffer, Flournoy n'aurait pas su ignorer son propre génie, il était étranger à toute ambition, rebelle à toute flatterie, indifférent, comme on ne peut pas l'être davantage, à tous les hochets que convoite la vanité humaine.

Cette modestie parfaite, allée à sa scrupuleuse exigence, a en malheureusement pour conséquence de nous priver de plusieurs œuvres importantes, tout élaborées, sans doute, dans ce cerveau prodigieusement organisé, qui avait une aptitude unique à faire le tour d'une question, à pénétrer jusque dans ses retranchements la pensée en les sentiments d'autrui. Tous de richesses intellectuelles qui sont allées, aujourd'hui, définitivement ensevelies avec lui!

Mais la science, quelle que fût la vénération qu'il ait eue pour elle, n'était pas tout dans sa vie. Flournoy était profondément Genevois. C'est dire qu'il était, avant tout, citoyen. Et il préférait de beaucoup l'intimité de son cabinet de travail à la publicité de la place publique, il n'en savait pas moins avec un intérêt passionné ce qui touchait aux destinées de son pays. Il prenait tout à cœur, et était profondément affecté par les mesquineries de la politique, qui blessent son sens très vif de la justice. Aussi s'agréa-t-il avec empressement au Groupe national d'études sociales, dont l'idéal était de lutter contre le parti de parti étouffant notre vie publique, et qui a été d'ailleurs si mal compris.

Précurseur du mouvement pragmatiste, il était très attaché au protestantisme, qui était pour lui sur le plan social et religieux ce que le pragmatisme est sur le plan philosophique; abandon de l'idéal dogmatiste, la vérité n'étant jamais été donnée a priori, mais de-

vant toujours résulter des conquêtes de l'expérience. C'est dire qu'il souhaitait une Eglise aussi large, aussi libérale, aussi tolérante que possible. On le vit, au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, exposer ces idées dans la controversée conférence qu'il fit alors, au temple de la Fusterie. (On les trouve aussi dans sa belle étude sur le *Génie religieux*, publiée en 1904.)

Flournoy, on le voit, n'hésitait pas, si le devoir civique l'y appelait, à surmonter sa timidité naturelle pour descendre dans l'arène. Lors du mouvement contre la loi universitaire de 1912, qui ne tendait à rien de moins qu'à mettre la science libre et désintéressée, sous la coupe de la politique, il n'y tint plus, et, dans une assemblée populaire, il protesta, avec une courageuse franchise, et sans mâcher ses mots, contre ce qu'il considérait comme un sacrilège.

Tel était le savant profond et original que la science vient de perdre, le citoyen fidèle et probe, comme il en faudrait beaucoup à nos républicains.

Il avait par avance résumé son attitude vis-à-vis des hommes et des choses dans ces lignes, qui terminent *Métaphysique et sociologie*: « Dans la culture des sciences et les pratiques des vertus tant privées que sociales, il n'y a ni zèle; en matière de croyances métaphysiques, une complète liberté individuelle; en tout et partout, la tolérance et le support mutuels, ces formes élémentaires, mais non les plus faciles, de la charité ».

Un tel idéal magnifique, qu'il a constamment propagé par la parole et par l'exemple, il est toujours resté fidèle. C'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui.

Ed. Claparède.

Lettre de Berlin

Marasme général

Berlin, 4 novembre.

(De notre correspondant)

La discussion du budget est maintenant interrompue, mais elle sera reprise demain. Elle tient le public en haleine, car l'intérêt qu'elle lui offre, c'est la situation désastreuse des finances de l'Allemagne qui l'exécute au plus haut degré. L'importance de la session actuelle du Reichstag se manifeste dans le fait que la plupart des ministres assistent aux séances. Sur l'estrade gouvernementale, on retrouve toujours M. Fehrenbach, l'air soucieux. A sa droite, tantôt M. Wirth, portant tantôt le Dr Simons, dont la tâche n'est pas moins lourde. Par contre, nombre de députés sont absents. Et pourtant, c'est le sort du Reich qui se trouve à l'ordre du jour.

Le chancelier vient de faire son discours à la tribune, contrairement à son habitude, qui est de parler sans quitter sa place. Aussitôt, une vision surgit sur le fond un peu crépusculaire de la salle. Mornie flabé, ouvrant des perspectives effrayantes sur tous les domaines. « De quelque côté que nous regardions, partout la détresse », dit M. Fehrenbach sur un ton de résignation. Cette déclaration devient son leit-motiv. Les députés semblent écouter les arrêts de la fatalité. A peine ont-ils le temps de se ressaisir qu'un nouveau coup les atteint. « Nous sommes battus au point de vue militaire, condamnés à l'impuissance politique, et nous lutons pour notre existence économique. » Et la grille des dures constatations continue. D'abord le marasme général, puis les clauses du traité de paix, enfin l'occupation, qui grève — intentionnellement, dit le chancelier, — d'une dizaine de milliards par année le budget de l'Etat, et qui, en outre, nous impose des dépenses exorbitantes: 91 milliards de dette consolidée, 157 de dette flottante, plus un déficit de 67 milliards! Et ce n'est pas tout: il y aura encore 40 milliards qui s'ajouteront sûrement aux précédents avant la fin de l'année fiscale et qui s'abattent déjà sur le peuple désespéré. Le jovial Erzberger jonglait avec les milliards. Son successeur prend au contraire son rôle au sérieux.

M. Fehrenbach avait déjà mentionné deux des leviers dont les Archibaudes de la conférence ont prévu le recours pour redresser l'Europe chancelante: l'économie et le travail. Cette formule fait très bien sur le papier. Mais encore faut-il savoir comment la mettre en pratique. Ainsi, pour que le peuple allemand puisse travailler, il s'agit d'abord qu'il ait de l'ouvrage. Or, le chancelier constate lui-même que les hauts fourneaux s'éteignent les uns après les autres, et que la grande armée des sans-travail augmente chaque jour. Aussi, pour le moment, M. Wirth ne parle-t-il que de l'économie et se contente-t-il de présenter un « programme d'épargne ». Mais ce programme peut être dangereux dans les conséquences sociales de quelques-unes de ses applications. L'Etat a déjà, par exemple, dû accorder le crédit destiné jusqu'à présent à ap-

provisionner la population en viande et en engrais comestibles; et l'année prochaine, il n'y aura plus d'allouage pour les céréales et pour l'élevage pour le lait. C'est à dire que le ministre des finances, que se trouve le flanc du mal? Il n'est pas possible d'améliorer la situation de l'Allemagne en n'envoyant que le côté financier de la question. Les banquiers allemands, dans leur congrès de la semaine dernière, étaient eux-mêmes de cet avis, et les économistes font un pas de plus: ils pénètrent au fond du problème, et déclarent que le relèvement économique ne pouvant se faire au moyen de mesures financières, c'est par une réforme économique aussi radicale qu'entrepreneur. Ce relèvement est une tâche énorme. Néanmoins, M. Wirth a de l'énergie, et son courage se raffermi à mesure que grandit la tâche à remplir. « Le désespoir, dit-il, ne nous marchions au-devant du jour naissant et de la liberté. »

La discussion du budget fut intéressante. Non pas cependant parce qu'elle fit naître beaucoup d'idées nouvelles, mais parce qu'elle caractérisa l'attitude des partis, surtout celle des majoritaires. Depuis que leur groupe a quitté le camp de la coalition gouvernementale, ces messieurs ont repris leur place traditionnelle dans les rangs de l'opposition. Ils commencent leurs critiques, mais celles-ci ne sont pas de celles que désire M. de Fehrenbach, et qui peuvent aider. An contraire: ce n'est pas à questionner l'autorité du gouvernement et compromettre l'œuvre du reserandum doit point entreprendre. L'œuvre de Scheidemann et Müller s'en servent pour des démagogues dessein: l'exécution des basses et, au lieu d'une collaboration féconde, facilitation du parti. Les deux ex-chanceliers ont même sous silence la réalisation de leur programme d'Erfurt, dont ils ne parlent plus, et laissent à M. Stresemann, le chef du parti populaire, et au Dr Heim, celui des paysans bavarois, le soin d'élaborer chacun un projet de socialisation. Ils ne semblent pas se soucier qu'ils incorporent en eux l'esprit de ségation, et ils oublient trop facilement qu'ils seraient mieux de venir en aide aux hommes de bonne volonté pour combattre le marasme actuel, dont ils endossent pourtant une partie de la responsabilité, eux qui, du temps qu'ils étaient au pouvoir, ont mis en pratique le moyen miraculeux du Méphistophélès de Goethe, et fait croire au peuple allemand que à parler qu'ils lui donnaient de l'argent au lieu d'un bonjour.

En dépit des critiques majoritaires, la bonne volonté est pourtant une chance de salut. M. Fehrenbach l'a déclaré, et tous les partis du milieu l'approuvent. Même à droite, le comte Westarp est d'accord. Autre moyen (par la course à l'abîme: M. Trimborn, chef du centre, reconnaît que les partisans de la politique continentale ont raison, et que l'Allemagne ne peut se relever qu'en se rapprochant de la France sur le terrain économique, où les deux peuples se complètent naturellement. De son côté, le Dr Simons constate que le gouvernement français désire le même s'entendre avec celui de la Wilshire. Le ministre est également personnellement une entente est la seule route praticable, et que le devoir de l'Allemagne est de marcher dans la voie des accommodations. « Aussi longtemps, dit-il, que je resterai à son poste, c'est d'après ce point de vue que je dirigerai la politique extérieure. Le Dr Simons est une volonté: il a un but raisonnable. Tant mieux!

Un dire du Dr Heim, la discussion du budget et devait être l'ordre économique publique du Reich ce qu'une injection est pour un moribond. C'est en effet un excitant énergique qu'il faut employer maintenant. Il en est grand temps.

F. N.

L'héritage du roi Alexandre de Grèce

On mande d'Athènes: La question de l'héritage du roi Alexandre, en dehors de la succession au trône, semble devoir mener des complications inattendues. L'avocat de Mme Manos avait demandé au juge la levée des séquestres sur les appartements royaux, en demandant pour raison qu'elle était légitime du roi défunt la suite du mariage contracté et en raison de sa prochaine maternité.

Puis, Me Koussovandis, agissant au nom de l'Etat Constantin, a demandé au président du tribunal le sursis à l'exécution de la requête de Mme Manos, afin de donner à son client le temps de formuler une opposition en sensibilité. Il a déclaré que l'Etat Constantin compte soutenir la nullité du mariage du défunt roi avec Mme Manos, et que celle-ci ne peut donc émettre aucune prétention sur l'héritage qui doit revenir entièrement au père et aux frères du défunt.

Cette démarche de l'ex-roi provoque de nombreuses commentaires dans tous les milieux, et on prévoit que cette affaire suscitera des incidents intéressants. Une première difficulté résultera de la signature de l'ex-roi. Une seconde difficulté provient du fait que le roi, étant chef suprême de l'Etat au nom duquel est rendue la justice, il ne peut pas se constituer juge.

Si Constantin donnait suite à son projet, il signifierait lui-même qu'il reconnaît ne plus être roi de Grèce. Par conséquent, si le tribunal reconnaît la validité du mariage, on se demande alors quelle sera la situation dynastique de l'enfant de Mme Manos.

FEUILLETON

Nous commencerons demain la publication de ce feuilleton d'une longue nouvelle de Paul Margueritte.

LE PORTE-CARTES

LA SITUATION

La presse anglaise constate que l'accord réalisé entre la France et l'Angleterre sur la procédure à suivre pour le problème des rétrocessions est un compromis. La France obtient ce qu'elle demande, c'est-à-dire que la commission des réparations soit chargée de fixer l'indemnité. La Grande-Bretagne, de son côté, obtient que cette indemnité ne soit fixée que lorsque ce problème a été étudié et que, dans cette phase préliminaire, elle soit pleinement et directement consultée. Au surplus, les journaux sont cordiale et ils appellent que l'amitié entre les deux peuples, aussi bien qu'entre les deux gouvernements, est le rempart indispensable de la paix; les Allemands n'ont jamais manqué de tirer tout le parti possible de la moindre divergence d'opinion entre la France et l'Angleterre. « Les malentendus qui viennent de prendre fin n'auraient jamais dû naître, dit le *Times*; ils ont été causés par des soupçons réciproques et des manœuvres politiques. »

— La Finlande et d'autres Etats ont posé leur candidature à la S. d. N. Mais un seul d'entre eux figure parmi les anciens ennemis de l'Entente; la Bulgarie. Aucune demande d'admission n'a été adressée à la Société par le gouvernement allemand.

— Suivant les dépêches de Londres, le gouvernement d'Irlande ferait suspendre un grand nombre de trains. D'aucuns se demandent si c'est là le prétexte d'un blocus des campagnes irlandaises, ou dominant les sinistres. On signale de nouveau de violents désordres à Londonderry: attaques de snuff-felers contre des policiers et rentraillés contre les magasins appartenant aux républicains.

Pendant ce temps, les Communes discutent le projet relatif à la création de Chambres hautes, l'une pour le nord et l'autre pour le sud de l'Ile, avec garanties accordées pour la protection des minorités.

— D'une façon générale, les élections administratives dans les grandes villes de la province italienne marquent la victoire des partis constitutionnels. A Florence, Naples, Bari et Gênes, le bloc libéral-démocratique enregistre des succès. Même à Milan et Turin, où les socialistes sont fortement organisés, ils n'ont obtenu que quelques centaines de voix de majorité. Dans les autres grandes villes, la défaite socialiste est complète. Mais il y a eu des morts et des blessés au cours des journées électorales.

— Les opérations des troupes bolchevistes contre l'armée Wrangel semblent arrêtées, au moins pour le moment. Wrangel est rentré en Crimée et tient les accès de la péninsule.

Autour de la paix

A Ste-Marguerite de Ligurie

On mande de Santa Margherita à Stefano, que les députés italiens et yougoslaves ont traité lundi la question de la frontière des Alpes italiennes. La discussion continuera mardi.

Selon la *Tribuna* de Rome, la discussion a été ouverte par le comte Storza, qui a placé tout de suite la question sur ses bases pratiques et réelles.

L'Italie, a-t-il dit, considère qu'il est indispensable de fixer comme lignes de frontières celles qui ont été tracées par le pacte de Londres, mais on peut accorder à la Yougoslavie des rectifications qui permettent d'éviter dans certaines régions l'incorporation dans la frontière politique italienne de groupes de population slovène. C'est ainsi qu'une importante correction de la frontière a été consentie dans les environs d'Indria et de Logatino.

Le correspondant du *Corriere della Sera* croit savoir que les députés yougoslaves désirent savoir, avant de se prononcer, quelles seront les compensations éventuelles pour leur pays au cas où ils accepteraient la solution de la question des frontières selon les revendications italiennes.

On peut déduire des conversations que les plénipotentiaires yougoslaves ne sont pas opposés au projet de l'indépendance de Fiume, mais qu'ils cherchent à le modifier.

Le ministre de la guerre Bonomi a fait observer que les frontières demandées par l'Italie n'ont aucun caractère offensif, mais seulement défensif, montrant sur la carte que tout ce qui était nécessaire à la défense italienne n'avait nullement un caractère offensif contre la Yougoslavie.

MM. Veselitch et Trambitch développèrent ensuite le point de vue yougoslave, affirmant leur conviction que l'intérêt suprême des deux pays exigeait une parfaite entente politique et économique. Les députés yougoslaves auraient préféré traiter la question en bloc. Mais les députés italiens insistèrent pour examiner les diverses questions séparément, suivant l'ordre de leur importance.

La *Tribuna* croit savoir que l'ordre suivant sera adopté: frontières italiennes et ligne de Montenegro; question de Fiume et continuité territoriale; enfin problème de la Dalmatie.

Par conséquent, si le tribunal reconnaît la validité de l'héritage de l'Entente, la plus grave des négociations sera la frontière italienne, que les Italiens veulent porter au Monte Nevoso, tandis que les Yougoslaves voudraient la porter au Monte Maggioro et à Arsa.

La question, ajouta-t-il, pour être résolue, doit être portée au-dessus du calcul des mètres carrés du terrain et du nombre des Slovènes qui avec la frontière du Nevoso passeraient à l'Italie. Ou bien

* Les délégués marqués d'un astérisque (*) sont celles qui ont paru dans notre première édition d'hier soir.